

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNEAL

1 rue Marcel Leblanc
BP 50 159
62223 Saint-Laurent-Blangy

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\UNEAL_Ecuire_070.02386\2_Inspection\2024 07 10 bâtiment engrais
Code AIOT : 0007002386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement UNEAL implanté Rue de Paris 62170 Écuire. L'inspection a été annoncée le 12/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNEAL
- Rue de Paris 62170 Écuire
- Code AIOT : 0007002386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société UNEAL exerce à Écuire des activités de :

- stockage de céréales : 30 530 m³ (silo plat) répartis dans 20 cellules de capacités allant de 105 à 13 000 m³ ;

- stockage de 2 000 t d'engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (teneur en azote due au nitrate d'ammonium inférieure à 28 %).

Le silo se trouve en campagne. L'habitation la plus proche est à 84 m de la limite de propriété.

Le fonctionnement de cet établissement est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PREVENTION DES RISQUES	AP Complémentaire du 11/10/2016, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS	AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS	AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS	AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever 4 non conformités importantes impactant la sécurité du bâtiment de stockage d'engrais.

Toutefois par mail du 25/07/2024, l'exploitant a informé l'inspection qu'il mettait en place en attendant la mise en conformité du bâtiment les mesures compensatoires suivantes :

- Diminution du volume stocké dans le bâtiment à 50T de Can 27 (Ammonitrate 27%) uniquement;

- Engrais conditionné en Big Bag afin d'éviter la présence d'engrais sur la dalle fendue;
- Stockage des Bigs Bags sur une bâche afin de renforcer l'étanchéité de la dalle et sur une zone du bâtiment où la dalle n'est pas fissurée afin de limiter le risque de pollution;
- Stockage des Bigs Bags entre des stomos;
- Stockage des Bigs Bags sous un détecteur de fumée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PREVENTION DES RISQUES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Cloture
Prescription contrôlée : Le site est entièrement clôturé. [...]
Constats : Non-conformité : L'inspection a constaté l'absence de clôture en limite de propriété séparant le chemin des bois et le bâtiment d'engrais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-1
Thème(s) : Risques accidentels, Amenagements
Prescription contrôlée : Les éléments du magasin de stockage présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes : - matériaux incombustibles, - portes pare flammes de degré une demi-heure ou dispositif équivalent, - parois des cases coupe-feu de degré 2 heures (béton), - couverture de classe A ou de classe A2s1d0 au sens de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement, - sol cimenté ou équivalent, ne présentant pas de cavités (puisard, fentes ...), sans interdire de déclivité.
Constats : Non Conformité: Il a été constaté par l'inspection des désordres importants du bâtiment de stockage des engrais: <ul style="list-style-type: none"> • fissures, fractures avec bombement des murs, • ferrailages apparents dans la structure porteuse du bâtiment (Pignons, poteaux, poutres,

- corbeaux, charpente, etc...),
- Fissure et enfoncement de la dalle.

Ces désordres remettent en cause la résistance au feu du magasin de stockage des engrais.

Non Conformité:

Il a été constaté par l'inspection l'absence de portes pare flammes de degré une demi-heure ou dispositif équivalent,

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-2

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

La toiture est maintenue en bon état et comporte, dans le tiers supérieur du bâtiment, au dessus de la hauteur maximale des tas, dans la toiture ou sur le haut de la façade, à concurrence d'au moins 2 % de la surface au sol, des éléments judicieusement répartis permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées (exutoires et ouvrants à commande automatique et manuelle, ou mise à l'air libre).

Constats :

L'exploitant a fourni à l'inspection un calcul des surfaces des dispositifs de désenfumage de son bâtiment de stockage d'engrais. Ce calcul fait apparaître une surface équivalente à 1,5 % de la surface au sol du bâtiment.

Non conformité : Les dispositifs de désenfumage du bâtiment de stockage d'engrais sont insuffisamment dimensionnés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-11

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

Le magasin de stockage des engrais est équipé d'une détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de gaz, de chaleur ou de fumée. Le type de détecteurs de gaz est déterminé en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les trois mois. Leur nombre est fixé pour permettre de détecter la décomposition d'engrais moins d'un quart d'heure après l'apparition des premières fumées. Des postes d'alerte sont installés dans le magasin de stockage et les alarmes sont centralisées pour

une intervention immédiate.
Constats : Le magasin de stockage des engrais est équipé d'une détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée. Le système de détection est vérifié par une société extérieure annuellement, et par le personnel du site trimestriellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera les modalités de report de détection en l'absence de personnel sur site.
Type de suites proposées : Sans suite